

Exploitationevergunningen van vestigingseenheid voor de rijschool

Stamnummer van de vestigingseenheid : 2581/05

Datum exploitatievergunning van de vestigingseenheid : 01/04/2023

Adres administratief lokaal: Gouverneur Roppesingel 81, bus 52 – 3500 Hasselt

Adres + nummer leslokaal: Gouverneur Roppesingel 81, bus 52 – 3500 Hasselt/L0866

Wijziging exploitatievergunning van vestigingseenheid voor de rijschool

Nieuwe directeur rijschool: Yannick Jordens

Datum wijziging: 01/04/2024

Toegestane onderrichtscategorieën per vestigingseenheid voor de rijschool

Stamnummer vestigingseenheid : 2581/05

Stamnummers oefenterreinen: T0289

Toegestane onderrichtscategorieën: AM, A1, A2, A, B, BE, C, CE

Opmerking: De wijziging is op vraag van de rijschool.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2024/003766]

10 JANVIER 2024. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 16 novembre 2023 entre la Région wallonne et la Communauté germanophone relatif à la collaboration en matière de prestations familiales. — Addendum

Le décret susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 8 avril 2024, à la page 40777, est complété par l'annexe suivante :

« SERVICE PUBLIC DE WALLONIE - MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE**Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone relatif à la collaboration en matière de prestations familiales**

Préambule

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 5, § 1^{er}, IV ;

Considérant le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, article 4, § 2 ;

Considérant le décret de la Région wallonne du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales ;

Considérant le décret de la Communauté germanophone du 23 avril 2018 relatif aux prestations familiales ;

la Région wallonne, représentée par le Ministre-Président et la Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière;

la Communauté germanophone, représentée par le Ministre-Président et le vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement ;

Ont convenu ce qui suit :

Dispositions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération et uniquement dans ce cadre, on entend par :

1° prestations familiales : les prestations visées à l'article 5, § 1^{er}, IV de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;

2° Agence : l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, visée à l'article 2 du Code wallon de l'Action sociale et de la santé ;

3° Ministère : le Ministère de la Communauté germanophone.

Art. 2. § 1. L'Agence gère une application informatique qu'elle met à disposition du Ministère, laquelle permet, en vue de l'établissement du droit aux prestations familiales :

1° d'éviter un cumul de paiements de prestations familiales au moyen d'une base de données qui contient un certain nombre de données de base du dossier de prestations familiales, à savoir les périodes de paiement, les périodes d'intégration, l'allocation de naissance, la prime d'adoption et les données d'identification des acteurs du dossier visés à l'article 3, § 2, 1° ;

2° d'accéder au réseau visé à l'article 2, alinéa, 1^{er}, 9°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale afin de rechercher des données personnelles auprès des fournisseurs d'informations ou de faire transiter des données personnelles depuis ces fournisseurs.

§ 2. L'Agence conserve les données qui sont distribuées automatiquement par les sources authentiques et qui ne sont plus disponibles par voie de consultation auprès de ces sources authentiques pendant une période de deux ans. Ces données sont disponibles pour les caisses d'allocations familiales, l'Agence et le Ministère via un outil de consultation.

Art. 3. § 1^{er}. Le traitement des données à caractère personnel est limité aux finalités énoncées à l'article 2.

L'intégrité, la confidentialité et la proportionnalité des données de la population éligible au droit aux prestations familiales sont garanties par l'envoi par l'Agence des données personnelles uniquement destinées au Ministère et aux organismes d'allocations familiales wallons compétents pour traiter l'information, et ce dans la stricte mesure du nécessaire pour l'application du décret de la Communauté germanophone du 23 avril 2018 relatif aux prestations familiales et du décret de la Région wallonne du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales.

§ 2. L'Agence et le Ministère traitent, dans le cadre de leurs missions dans cet accord, les catégories suivantes de données à caractère personnel :

1° pour l'enfant, l'allocataire et l'assuré social au sens de l'Accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales :

a) les données d'identification : le nom, le prénom, le domicile légal, le numéro d'identification du Registre national et le numéro d'identification bis visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à la l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale, le lieu et la date de naissance, le sexe, l'état civil, la nationalité, la date du décès ;

b) la composition de ménage : les personnes qui composent le ménage au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 9°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

2° pour l'enfant :

a) la situation d'éducation, et la situation socio-professionnelle afin d'établir le droit pour l'enfant majeur ;

b) le statut d'orphelin afin d'établir le droit à un supplément orphelin ;

c) le droit à l'intervention majorée de l'assurance soins de santé au sens de l'article 37, § 19, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 afin d'établir le droit à un supplément social;

3° pour l'allocataire : le numéro de compte bancaire fourni par l'allocataire afin de vérifier le titulaire du compte ;

4° pour l'assuré social au sens de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 : les données relatives aux situations socio-professionnelles mentionnées à l'annexe dudit accord afin de déterminer l'entité fédérée compétente et d'établir la compétence des États en vertu du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale ou en vertu d'accords bilatéraux sur la sécurité sociale.

§ 3. Les données à caractère personnel sont traitées par les membres du personnel de l'Agence qui gèrent l'application mentionnée à l'article 2 dans la mesure où le traitement est nécessaire aux fins prévues à l'article 2.

Les organismes d'allocations familiales wallons, l'Agence et le Ministère traitent les données des personnes concernées relevant de la compétence de la Région wallonne et de la Communauté germanophone afin d'éviter le cumul de paiement prévu à l'article 2, § 1^{er}, 1°.

Le Ministère a accès au réseau visé à l'article 2 § 1^{er}, 2°, et aux données conservées visées à l'article 2, § 2, pour les personnes concernées qui relèvent de sa compétence afin d'établir le droit aux prestations familiales.

La consultation des données est régie par des droits d'accès personnels octroyés à chaque utilisateur de l'application, en fonction de l'organisation au sein duquel il exerce sa fonction et selon la nature de cette fonction.

§ 4. Les données à caractère personnel visées au paragraphe 2 sont conservées par l'Agence dix années à compter de la date de clôture de l'intégration du dossier de prestations familiales dans la base de données de l'application informatique.

§ 5. L'Agence est le responsable du traitement des données à caractère personnel mentionnées au paragraphe 2 par l'application informatique visée à l'article 2.

Le Ministère et chaque organisme d'allocations familiales wallon est le responsable du traitement des données à caractère personnel mentionnées au paragraphe 2, qu'il traite via cette application.

Art. 4. L'Agence et le Ministère se réunissent au minimum une fois par an, ainsi qu'à la demande d'une des parties, afin d'évaluer leur coopération.

L'Agence informe dès que possible le Ministère de toute modification qui va être réalisée sur l'application visée à l'article 2 lorsque celle-ci a un impact sur l'utilisation de l'application par le Ministère.

En cas de désaccord entre l'Agence et le Ministère sur l'application du présent accord, une médiation est organisée entre l'Agence et le Ministère.

Art. 5. L'Agence met gratuitement à disposition du Ministère la gestion courante et la maintenance de l'application visée à l'art 2.

L'Agence facture au Ministère les coûts de développements pour les développements spécifiques demandés par le Ministère qui ne concernent pas l'Agence.

Art. 6. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023 et est conclu pour une durée indéterminée.

La résiliation du présent accord requiert un préavis écrit d'un an qui doit être notifié à l'autre entité fédérée. La résiliation intervient le 1^{er} janvier de l'année qui suit le terme du préavis.

Les parties s'engagent à continuer à assurer la collaboration nécessaire durant le préavis.

En 2 exemplaires, Namur, le 16 novembre 2023.

Ministre-Président de la Région wallonne,

E. DI RUPO

Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Ministre-Président de la Communauté germanophone,

Ministre des pouvoirs locaux et des finances,

O. PAASCH

Vice-Ministre-Président, Ministre de la Santé et des Affaires sociales,
de l'Aménagement du territoire et du Logement,

A. ANTONIADIS ».

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/003766]

10. JANUAR 2024 — Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. November 2023 zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Zusammenarbeit im Bereich der Familienleistungen — Addendum

Das oben genannte Dekret, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. April 2024 auf Seite 40777 veröffentlicht wurde, wird durch den folgenden Anhang ergänzt:

„ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE – MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

Präambel

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 5 § 1 IV;

In Erwägung des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird und des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

In Erwägung des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 4 § 2;

In Erwägung des Dekrets der Wallonischen Region vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Auszahlung der Familienleistungen;

In Erwägung des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 23. April 2018 über die Familienleistungen;
haben die Wallonische Region, vertreten durch den Ministerpräsidenten und die Ministerin für Öffentlichen Dienst, Informatik, Verwaltungsvereinfachung, Kindergeld, Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit;

die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen;

Folgendes vereinbart:

Bestimmungen

Artikel 1 - Bei der Anwendung dieses Zusammenarbeitsabkommens und nur in diesem Rahmen versteht man unter:

1° Familienleistungen: die in Artikel 5 § 1 IV des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Leistungen;

2° Agentur: die wallonische Agentur für die Gesundheit, die soziale Sicherheit, die Behinderung und die Familien erwähnt in Artikel 2 Wallonisches Gesetzbuch für soziale Aktion und Gesundheit

3° Ministerium: das Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Art. 2 - § 1. Die Agentur verwaltet eine Informatikanwendung, die sie dem Ministerium zur Verfügung stellt, die im Hinblick auf die Feststellung des Anrechts auf Familienleistungen dazu dient:

1° Doppelzahlungen von Familienleistungen zu vermeiden mittels einer Datenbank, die eine bestimmte Anzahl von Basisdaten der Familienleistungsakte enthält, nämlich die Zahlungsperioden, die Integrationsperioden, die Geburtsprämie, die Adoptionsprämie und die Identifikationsdaten der Akteure der Akte gemäß Artikel 3 § 2 Nummer 1;

2° Zugang auf das in Artikel 2 Absatz 1 Nummer 9 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit erwähnte Netzwerk zu geben, um personenbezogene Daten bei den Informationsanbietern zu suchen oder personenbezogene Daten von diesen Anbietern weiterzuleiten.

§ 2. Die Agentur bewahrt die Daten, die automatisch von den authentischen Quellen verteilt werden und nicht mehr durch Abfrage bei diesen authentischen Quellen verfügbar sind, für einen Zeitraum von zwei Jahren auf. Diese Daten stehen den Kindergeldkassen, der Agentur und dem Ministerium über ein Abfragetool zur Verfügung.

Art. 3 - § 1. Die Verarbeitung personenbezogener Daten ist auf die in Artikel 2 genannten Zwecke beschränkt.

Die Integrität, die Vertraulichkeit und die Proportionalität der Daten der Bevölkerung, die Anrecht auf Familienleistungen eröffnen können, werden dadurch gewährleistet, dass die Agentur die persönlichen Daten nur an das Ministerium und die wallonischen Kindergeldeinrichtungen sendet, die für die Verarbeitung der Information zuständig sind, und dies in dem strikten Maße, wie es für die Anwendung des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 23. April 2018 über die Familienleistungen und des Dekrets der Wallonischen Region vom 8. Februar 2018 über die Verwaltung und Auszahlung der Familienleistungen notwendig ist.

§ 2. Die Agentur und das Ministerium verarbeiten im Rahmen ihrer Aufgaben in diesem Abkommen die folgenden Kategorien personenbezogener Daten:

1° für das Kind, den Empfänger und den Sozialversicherten im Sinne des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Angliederungsfaktoren, der Verwaltung der Altlasten, des Datenaustausches im Bereich der Familienleistungen und der Bedingungen für die Zuständigkeitsübertragung zwischen den Kindergeldkassen:

a) die Identifikationsdaten: der Name, der Vorname, der gesetzliche Wohnsitz, die Erkennungsnummer des Nationalregisters und die Erkennungsnummer der Zentralen Datenbank erwähnt in Artikel 8 § 1 Nummer 2 des Gesetzes vom 15. Januar 1990 über die Errichtung und Organisation einer Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit, den Geburtsort und das Geburtsdatum, das Geschlecht, der Zivilstand, die Staatsangehörigkeit, das Todesdatum;

b) die Haushaltszusammensetzung: die Personen, die den Haushalt bilden im Sinne von Artikel 3 Absatz 1 Nummer 9 des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Organisation eines Nationalregisters der natürlichen Personen.

2° für das Kind:

a) die Ausbildungssituation und die berufsständische Situation, um das Anrecht des volljährigen Kindes festzustellen;

b) das Waisenstatut, um das Anrecht auf einen Waisenzuschlag festzustellen;

c) das Anrecht auf die erhöhte Beteiligung der Gesundheitspflegeversicherung gemäß Artikel 37 § 19 des koordinierten Gesetzes vom 14. Juli 1994 über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung, um das Anrecht auf einen Sozialzuschlag festzustellen;

3° für den Empfänger: die Kontonummer, die der Empfänger mitteilt, um den Kontoinhaber zu überprüfen

4° für den Sozialversicherten im Sinne des Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017: Daten über die berufsständische Situation gemäß dem Anhang dieses Abkommens, um die zuständige Gebietskörperschaft festzustellen und um die Zuständigkeit der Staaten in Anwendung der Verordnung (EG) Nr. 883/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 zur Koordinierung der Systeme der sozialen Sicherheit oder in Anwendung von bilateralen Abkommen über die soziale Sicherheit festzustellen.

§ 3. Die personenbezogenen Daten werden durch die Personalmitglieder der Agentur verarbeitet, die die in Artikel 2 erwähnte Anwendung verwalten, insofern dies für die in Artikel 2 erwähnten Zwecke notwendig ist.

Die wallonischen Kindergeldeinrichtungen, die Agentur und das Ministerium verarbeiten die Daten der betroffenen Personen in der Zuständigkeit der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, um Doppelzahlungen zu vermeiden, wie in Artikel 2 § 1 Nummer 1 erwähnt.

Das Ministerium hat für die betroffenen Personen, für die es zuständig ist, Zugang zum in Artikel 2 § 1 Nummer 2 erwähnten Netzwerk und zu den in Artikel 2 § 2 erwähnten aufbewahrten Daten, um das Anrecht auf Familienleistungen festzustellen.

Das Abfragen der Daten wird durch persönliche Zugriffsrechte geregelt, die jedem Benutzer der Anwendung gewährt werden, abhängig von der Einrichtung, in der er seine Funktion ausübt und abhängig von der Funktion, die er in dieser Einrichtung ausführt.

§ 4. Die in § 2 aufgeführten personenbezogenen Daten werden durch die Agentur zehn Jahre ab dem Datum der Beendigung der Integration der Familienleistungsakte in der Datenbank der IT-Anwendung aufbewahrt.

§ 5. Die Agentur ist der Verantwortliche für die Verarbeitung der in Paragraf 2 erwähnten personenbezogenen Daten durch die in Artikel 2 erwähnte Informatikanwendung.

Das Ministerium und jede wallonische Kindergeldeinrichtung sind der Verantwortliche für die Verarbeitung der in Paragraf 2 erwähnten personenbezogenen Daten, die sie über diese Anwendung verarbeiten.

Art. 4 - Die Agentur und das Ministerium treffen sich mindestens einmal im Jahr sowie auf Antrag einer der Parteien, um ihre Zusammenarbeit zu bewerten.

Die Agentur informiert das Ministerium so schnell wie möglich über jede Änderung, die an der in Artikel 2 genannten Anwendung vorgenommen werden wird, wenn diese Änderung Auswirkungen auf die Nutzung der Anwendung durch das Ministerium haben.

Im Falle von Meinungsverschiedenheiten zwischen der Agentur und dem Ministerium über die Anwendung dieses Abkommens wird eine Vermittlung zwischen der Agentur und dem Ministerium organisiert.

Art. 5 - Die Agentur stellt dem Ministerium die laufende Verwaltung und Wartung der in Artikel 2 genannten Anwendung kostenlos zur Verfügung.

Die Agentur stellt dem Ministerium die Entwicklungskosten für von dem Ministerium verlangte spezifische Entwicklungen, die die Agentur nicht betreffen, in Rechnung.

Art. 6 - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen tritt am 1. September 2023 in Kraft und gilt für eine unbefristete Zeit.

Die Kündigung dieses Abkommens bedarf einer Kündigungsfrist von einem Jahr, die der anderen Gebietskörperschaft schriftlich mitgeteilt werden muss. Die Kündigung erfolgt am 1. Januar des Jahres, das auf den Ablauf der Kündigungsfrist folgt.

Die Vertragsparteien verpflichten sich, während der Kündigungsfrist weiterhin die erforderliche Zusammenarbeit zu gewährleisten.

Ausgestellt in 2 Exemplaren, Namur, den 16. November 2023

Ministerpräsident der Wallonischen Region

E. DI RUPO

Ministerin für öffentlichen Dienst, Verwaltungsvereinfachung,
Kindergeld, Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden
und Finanzen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

O. PAASCH

Vize-Ministerpräsident, Minister der für Gesundheit
und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen

A. ANTONIADIS ».

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

Environnement

[C – 2024/003590]

5 AVRIL 2024. — Décision octroyant à la SA CL WARNETON l'enregistrement n° 2024/942 en qualité de valorisateur de certains déchets

Conformément à l'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, la SA CL WARNETON, Chaussée de Lille, 61 à 7784 WARNETON (BE 0893.004.269) est enregistrée en qualité de valorisateur de déchets.

Le titulaire de l'enregistrement ne peut en aucune manière céder à un tiers son enregistrement qui couvre uniquement l'utilisateur final qui met en œuvre les déchets valorisables dans le respect de la présente décision et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Le titulaire de l'enregistrement est garant de la valorisation conforme des déchets.

L'enregistrement est identifié par le numéro **2024/942**.

Sans préjudice des restrictions visées aux articles R164 à R168 du Code de l'Eau, des dispositions du CoDT et des dispositions applicables en matière de permis d'environnement, les déchets repris dans le tableau ci-dessous peuvent être valorisés dans le respect des circonstances de production / valorisation du déchet, de caractérisation du déchet valorisé et du mode d'utilisation déterminées par le présent enregistrement :

Code (valorisation)	Nature du déchet	Certificat d'utilisation	Circonstances de production/valorisation du déchet	Caractérisation du déchet valorisé	Mode d'utilisation (dans le respect des dispositions du CoDT et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres)
Premier domaine d'utilisation : Travaux de Génie civil					
020401-VEG1	Terres de productions végétales		Terres issues du lavage ou du traitement mécanique sur table vibrante de betteraves, de pommes de terre et d'autres productions de légumes de plein champ	Terres conformes aux décisions d'enregistrement	Utilisation en type d'usage agricole conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière